

**Intervention de Fatiha SAIDI, Députée bruxelloise et adjointe au Maire
chargée de la solidarité entre les peuples (Evere)**

Nador, le 2 août 2009

Mesdames, Messieurs,

Chères amies, chers amis,

Notre commune est ouverte aux à toutes les communautés et l'installation d'un échevinat de la solidarité entre les peuples en est la parfaite illustration. Depuis 2002 et à ce jour, la commune d'Evere entretient un partenariat solidaire et égalitaire avec la commune de Lokossa au Bénin. Depuis près d'une dizaine d'années, elle nourrit des liens de fraternité et de solidarité avec la communauté chilienne par la commémoration, entre autres, de la disparition d'Allende, chaque année, aux environs du 11 septembre. Et enfin, elle soutient financièrement, de nombreuses associations qui oeuvrent à la richesse de l'échange sous toutes ses formes.

Dans la prolongation de ces actions de solidarité entre les peuples, nous sommes réunis ce soir autour d'une thématique qui a touché près de 350.000 personnes en décembre 1975. C'est en effet, à partir du 18 décembre 1975, que l'Algérie entame une opération d'expulsion massive de Marocains établis en Algérie depuis des décennies. L'opération est une riposte politique à la monarchie marocaine qui a mobilisé 350.000 Marocains, déferlant de toutes les régions du Maroc vers le sud marocain, pour revendiquer la marocanité du Sahara.

Les Marocain/es sont renvoyés manu militari, laissant derrière eux une partie de leur famille, leurs biens mobiliers, financiers et autres... Encore aujourd'hui des familles sont séparées, d'autres ne peuvent aller se recueillir sur les tombes de leurs proches.

En arrivant aux frontières marocaines, les personnes expulsées vivront sous des tentes dressées à la hâte, par les autorités marocaines, pour les abriter. Cet abri de fortune sera le lot de quelques uns durant quelques semaines et de nombreuses années pour d'autres.

Ces milliers de refoulés ne peuvent être contenus dans la seule ville de Oujda et ils seront dès lors déplacés vers d'autres contrées du pays. La plupart des refoulés marocains découvrent leur pays d'origine pour la première fois et connaîtront le sort qui est réservés à tous les réfugiés, les conditions difficiles de la vie dans un camp. Elles connaîtront aussi l'exclusion, les quolibets de la population locale qui les surnommeront « immigrés », « expulsés », « polisariorio »...

Depuis 2005, des associations se sont créées au Maroc, en France et de manière embryonnaire en Belgique car des milliers de personnes veulent tenter de comprendre, comprendre, analyser avec le recul, écouter les témoignages, recouper les faits..., en un mot, reconstituer les morceaux d'une histoire trop vite oubliée, d'une page de l'histoire tournée sans être lue.

Elles veulent savoir comment des familles entières, dépossédées de leurs biens, déchiquetées du jour au lendemain dans leur tissu familial, social, relationnel ont été reçues dans leur pays d'origine.

Que sont devenues ces personnes brisées dans leur quotidien? Que sont devenues ces familles séparées? Que sont devenus ces enfants dont on a brutalement sectionné la scolarité? Comment ont-elles assumé leur subsistance lorsqu'elles se sont vues privées de toute ressource matérielle et financière?

Je tiens à rappeler que le débat concernant les Marocains expulsés d'Algérie qui s'est ouvert dans ma commune (Evere) le 5 mai dernier était une première historique dans notre pays.

Rudi Vervoort, le maire de la commune d'Evere a rappelé que ce débat difficile et douloureux concerne un drame qui a touché plus de 300.000 personnes. Aujourd'hui, a-t-il souligné, des personnes issues de cette période de l'histoire et leurs enfants ont décidé de revoir ce morceau de l'histoire qui leur appartient mais qui a été occulté. En tant qu'autorité politique, il nous revient de les soutenir dans cette démarche car elle est noble et légitime.

De ce qui m'a été rapporté sur la création des associations marocaines, française et belge qui se sont créées, c'est l'absence de tout esprit revanchard ou axé strictement sur la restitution des biens matériels laissés en Algérie par les Marocains expulsés.

La démarche des membres des associations s'inscrit donc dans une perspective de travail historique, de réhabilitation de leur dignité et de celle des membres de leur famille mais aussi dans un travail axé sur la solidarité et la vigilance afin que des épisodes aussi dramatiques que celui-ci (entre autres) ne se reproduisent plus jamais.

Ce débat est aussi important pour la cohabitation de nos différentes communautés qui vivent ensemble car il nous permet de mieux nous connaître dans nos parcours.

J'ai remercié tout particulièrement nos amis Belges de souche, nos amis chiliens et tous les autres qui n'ont pas vécu ces moments ni de près ni de loin

mais qui s'étaient déplacées pour suivre la rencontre et accompagner de leur solidarité les personnes concernées par ce drame humanitaire.

C'est un exercice intéressant pour les jeunes issus de l'immigration marocaine à qui l'on permet de mieux appréhender leur histoire et celle de leurs parents ou grands parents, dans ses différentes facettes.

C'est un exercice qui nous concerne donc tous et toutes et la commune d'Evere restera toujours ouverte pour accueillir chaque citoyen soucieux de renforcer notre démocratie et les principes des droits humains qui l'accompagnent.

Mon objectif, en tant qu'adjointe au maire chargée des questions d'égalité et de solidarité entre les peuples était aussi de sensibiliser nos citoyens, toutes origines confondues.

Certaines personnes d'origine étrangère que Kaïma Belaouchi nous a fait le plaisir de rencontrer dans le cadre d'associations de femmes ou par les débats au sein de Radio Al Manar s'adressant plus particulièrement aux populations issues de l'immigration maghrébine, nous ont fait part de leur angoisse de se voir un jour, en tant que citoyennes d'origine étrangère, reconduites aux frontières belges. Une fiction? Nous avons osé l'espérer mais nous avons surtout osé débattre de la question de la démocratie et de ses acquis qui ne sont jamais irréversibles.

Nous avons rappelé, à cet effet, qu'il ne suffit pas de clamer simplement «Plus jamais ça» pour, que d'un coup de baguette magique, l'histoire ne répète plus les camps de concentration, les génocides, les déplacements de population... A l'heure où l'appel des sirènes extrémistes de tous bords (religieux, nationalistes, ethniques...) ressurgissent, il faut oser mouiller sa chemise, s'engager, ne pas avoir honte du verbe «militier».

Le travail de mémoire est indispensable pour ce faire et c'est dans cette perspective que nous nous sommes inscrits à Bruxelles ce 9 mai 2009.

Pour éduquer nos citoyens de demain et les mener vers la voie de la lutte contre toutes les formes d'atrocités que peuvent déployer des groupes de personnes à l'égard d'autres, il nous faut leur faire connaître ces fragments de l'histoire, en ce compris dans leurs pans les plus horribles. C'est aussi dans cette perspective que s'inscrivent les associations de défense des Marocains expulsés d'Algérie.

Mohammed Cherfaoui est l'un des déportés du régime algérien en 1975 et il a créé, en France, l'Association de défense des Marocains expulsés d'Algérie (ADMEA) qui défend la cause des expulsés d'Algérie.

Il va nous expliquer son itinéraire après son expulsion, âgé d'une vingtaine d'années au moment des faits et aussi les objectifs qui le mobilisent dans son association ADMEA

Durant cette soirée, nous avons donné la parole à Kaima Belaouchi, nous venant du Maroc et très connue en Belgique par la communauté marocaine, qui suit de très près ses activités journalistiques.

Kaima, avec simplicité, modestie et beaucoup d'émotion nous a expliqué comment elle s'est vue brutalement arrachée de son Algérie natale, à l'âge de 11 ans. Ses larmes étaient la preuve que la plaie n'est ni pansée ni cicatrisée et elles nous ont encouragées à nous orienter dans la voie de la libération de la parole et du témoignage. Cette souffrance doit être recueillie, encouragée, non pas comme un exutoire mais bien comme une énergie positive au service de la construction de la mémoire. C'est aussi un devoir de solidarité pour partager un fardeau trop lourd pour les épaules d'une femme ou d'un homme, pour reprendre les propos de Kaima.

Il faut briser le tabou et la honte vécus par certaines personnes expulsées d'Algérie. Parfois aussi la volonté délibérée, comme en a témoigné, ce soir là, Mohammed Cherfaoui, d'occulter cette période douloureuse et de la rayer de la mémoire.

En conclusion, j'invitais au soutien des associations qui se sont créées ou se créent au Maroc, en France et en Belgique ; associations dont il faut saluer l'absence de tout esprit revanchard ou axé strictement sur la restitution des biens matériels laissés en Algérie par les Marocains expulsés.

Constitution d'une liste de personnes qui vont être contactées pour la poursuite de la création de l'antenne ADMEA-Belgique.